



### Un changement de modèle environnemental aux Etats-Unis en cas de victoire démocrate ?

*Par Bastien Drut, Stratégiste sénior chez CPR AM*

Depuis plusieurs années, le Parti démocrate travaille sur un projet de lutte contre le changement climatique pour les Etats-Unis. Les divisions internes ont longtemps brouillé le message mais un travail de recherche de consensus entre l'aile centriste et l'aile la plus progressiste du Parti a permis d'homogénéiser le projet dont devrait s'inspirer Joe Biden. Etant donné que les Démocrates ont de réelles chances d'obtenir la présidence et le Congrès lors des élections de novembre, nous nous penchons dans ce texte sur le virage vert qui serait opéré en cas de victoire démocrate.

### Un projet environnemental initialement jugé beaucoup trop limité

La première mouture du programme environnemental de Joe Biden, présentée en juin 2019, a fait l'objet de critiques virulentes de la part des associations environnementales. Celui-ci proposait un plan d'investissement fédéral de 1 700 Mds \$ sur 10 ans (moins de 1 point de PIB par an) pour lutter contre le changement climatique, soit un montant largement inférieur à ceux des programmes des autres candidats à la primaire démocrate.

Début juin 2020, le *Conseil du Parti démocrate sur l'environnement et sur la crise climatique*<sup>1</sup> a présenté un plan de 16 000 Mds \$ sur 10 ans (soit 10 fois plus que dans le programme initial de Joe Biden) pour accélérer la sortie des énergies fossiles. Parmi les objectifs, on trouve :

- 100% d'énergie renouvelable en 2030,
- Baisse de 70% des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 et quasi-totale d'ici 2040,
- Retour dans l'accord de Paris,
- Fin des subventions à l'industrie des énergies fossiles.

<sup>1</sup> Environmental and Climate Policy Recommendations for the 2020 democratic party platform. Les commentaires et analyses reflètent l'opinion de CPR AM sur les marchés et leur évolution, en fonction des informations connues à ce jour. Les informations contenues dans ce document n'ont aucune valeur contractuelle et n'engagent pas la responsabilité de CPR AM.

**Toutefois, quand bien même les démocrates ont de réelles chances de contrôler le Congrès et d'obtenir la présidence, il faut garder à l'esprit que le Parti démocrate a été très divisé ces dernières années,** avec d'un côté un camp très à gauche et de l'autre, un camp centriste. Plusieurs candidats à la primaire démocrate, dont Kamala Harris mais pas Joe Biden, avaient adopté dans leurs programmes le *Green New Deal* proposé en février 2019 par Alexandria Ocasio-Cortez, une résolution visant à lutter contre le changement climatique et les inégalités et dont le coût est très élevé (le think tank Aspen Institute l'a chiffré entre 52 et 93 000 Mds \$ sur 10 ans). C'est notamment dans le but d'unifier le Parti qu'ont été mis en place des groupes de travail communs (*unity task forces*) sur plusieurs sujets (changement climatique, économie, santé, justice, éducation, immigration) avec des membres choisis par Bernie Sanders et Joe Biden<sup>2</sup>. Les *unity task forces* ont rendu leurs recommandations début juillet. Le groupe de travail consacré au changement climatique s'est mis d'accord sur les points suivants :

- Retour dans l'accord de Paris,
- Neutralité carbone dès que possible mais pas après 2050,
- Pour ce faire, fermeture des centrales électriques utilisant les énergies fossiles d'ici 2035, avec un programme ambitieux de développement de l'énergie solaire et de l'énergie éolienne : projet sur 5 ans d'installation de 500 millions de panneaux solaires et de 60 000 éoliennes fabriquées aux Etats-Unis,
- Amélioration des infrastructures électriques,
- Aides aux ménages défavorisés pour des rénovations permettant des économies d'énergie,
- Neutralité carbone de tous les bâtiments neufs à partir de 2030,
- Remplacement dans les 5 ans des 500 000 bus scolaires par des véhicules sans émission fabriqués aux Etats-Unis,
- Remplacement des 3 millions de véhicules des autorités locales par des véhicules sans émission fabriqués aux Etats-Unis,
- Installation de 500 000 bornes de chargement pour les véhicules électriques,
- Développement d'une agriculture ayant pour objectif la neutralité carbone.

**Quelques jours après la remise des recommandations des *unity task forces*, Joe Biden a publié mi-juillet les grandes lignes d'un plan d'investissement de 2 000 Mds \$ sur 4 ans (aux alentours de 2,5% de PIB par an). Celui-ci reprend un bon nombre des recommandations du groupe de travail :**

- Neutralité carbone dès que possible mais pas après 2050,
- Fermeture des centrales électriques utilisant les énergies fossiles d'ici 2035,
- Transition des véhicules du gouvernement fédéral vers une flotte de véhicules électriques,
- Développement de standards environnementaux rigoureux pour les voitures afin que 100% des véhicules légers soient électriques à terme,
- Mise en place de limites d'émission de méthane pour les opérations d'extraction fossile nouvelles et existantes (après les dérégulations décidées par le président Trump),
- Amélioration des performances énergétiques des bâtiments de l'administration,
- Imposer aux entreprises de publier les risques climatiques et les émissions de gaz à effet de serre liés à leurs activités,
- Travailler au développement de bio-carburants,
- Travailler au développement des technologies de capture du carbone,
- Retour dans l'accord de Paris, et nouvelle impulsion sur le sujet au niveau international,

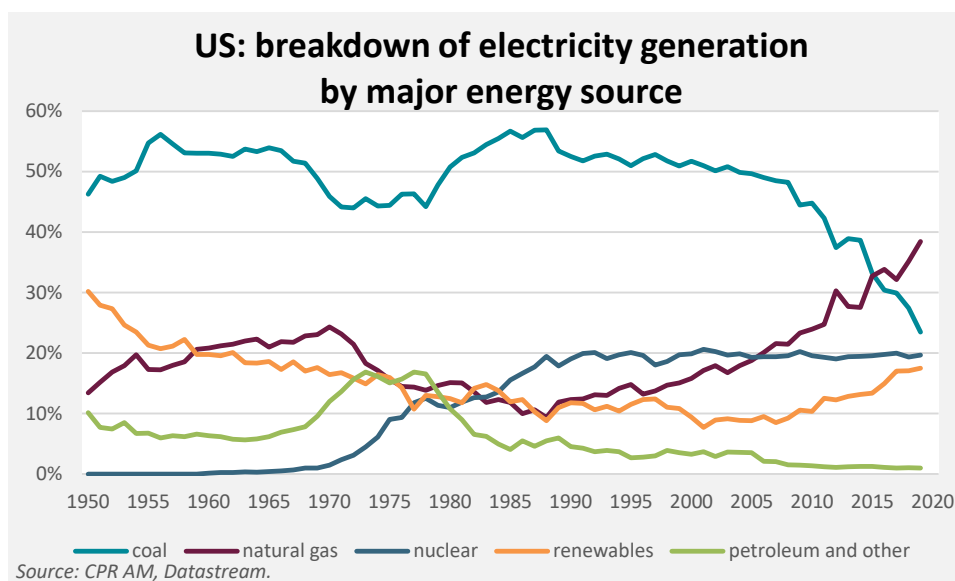
---

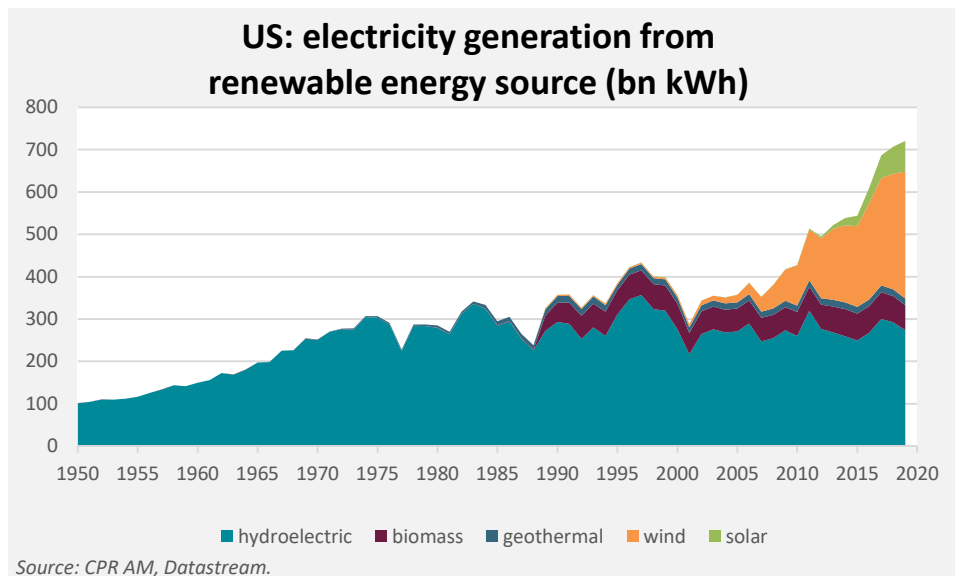
<sup>2</sup> John Kerry et Alexandria Ocasio-Cortez en faisaient partie.

- Projets d'infrastructures :
  - Restauration côtière,
  - Rénovation des ponts et de routes afin qu'ils soient capables de faire face à des catastrophes naturelles plus intenses,
  - Plantation d'arbres à grande échelle,
  - Relancer le ferroviaire,
- Contraindre la Chine à réduire sa pollution carbone et tenter d'imposer au niveau global la fin des subventions pour les industries fossiles.

Le programme de Biden indique aussi qu'il mandatera l'EPA (*Environmental Protection Agency*) et le département de la Justice afin de poursuivre bien plus qu'actuellement les entreprises qui polluent de façon abusive.

**L'objectif de produire 100% d'électricité sans énergies fossiles (c'est-à-dire avec le nucléaire et les diverses énergies renouvelables) d'ici 2035 est particulièrement ambitieux** puisque 62% de l'électricité américaine provenait des énergies fossiles en 2019 (20% de nucléaire et 18% de renouvelable). Si cette politique était effectivement entreprise, cela représenterait des investissements colossaux dans l'éolien et le solaire (le premier a déjà beaucoup progressé sur les dernières années). De même, les investissements en véhicules électriques et en infrastructures associées seraient colossaux. **Au passage, rappelons que les transports et la production d'électricité représentent respectivement 28 et 27% des émissions de gaz à effet de serre aux Etats-Unis** (voir graphique en annexe) et que de telles mesures, si elles venaient à être effectivement adoptées, auraient un impact significatif dans le cadre de la lutte contre le changement climatique.





**Le programme publié pour les élections par le Parti démocrate est distinct du programme de Joe Biden mais partage l'essentiel de ses propositions. Il pourrait donc s'agir d'un tournant historique dans la lutte contre le changement climatique.**

**Un virage vert pourrait voir le jour aux Etats-Unis si les Démocrates obtenaient la présidence et le Congrès lors des élections de novembre. Si tel était le cas, les titres des entreprises liées aux énergies propres et aux véhicules électriques devraient en tirer parti. Toutefois, il convient de rester prudent, notamment à cause des divisions récurrentes du Parti démocrate : comme on a pu le voir en 2017, avoir la présidence, disposer de la majorité au Congrès et partager une même vision n'ont pas suffi aux Républicains pour adopter une réforme de la santé. Il faut aussi que toutes les parties prenantes soient d'accord sur la méthode et sur le rythme de convergence vers les objectifs. En ce sens, la victoire aux élections ne constituerait qu'une première étape.**

### Encadré

#### La composante environnementale du New Deal de Roosevelt

Dans les années 1930, les Etats-Unis ont connu l'une des pires catastrophes écologiques du 20<sup>ème</sup> siècle, avec des épisodes de sécheresse extrême dans les Grandes Plaines. Ce phénomène a été baptisé *Dust Bowl*, en raison des tempêtes de poussière récurrentes qui étaient observées. Ces épisodes de sécheresse ont coïncidé avec des vagues de chaleur intense (certains records de température enregistrés à l'époque dans le centre des Etats-Unis n'ont jamais été dépassés par la suite<sup>3</sup>) et l'une des causes souvent évoquées<sup>4</sup> est la transformation au cours des décennies précédentes de millions d'hectares de prairies en champs agricoles, sans technique de prévention

<sup>3</sup> « Ocean and land forcing of the record-breaking Dust Bowl heatwaves across central United States », *Nature*, juin 2020.

<sup>4</sup> « Land-Cover Change and the “Dust Bowl” Drought in the U.S. Great Plains », *Journal of Climate*, 2018.

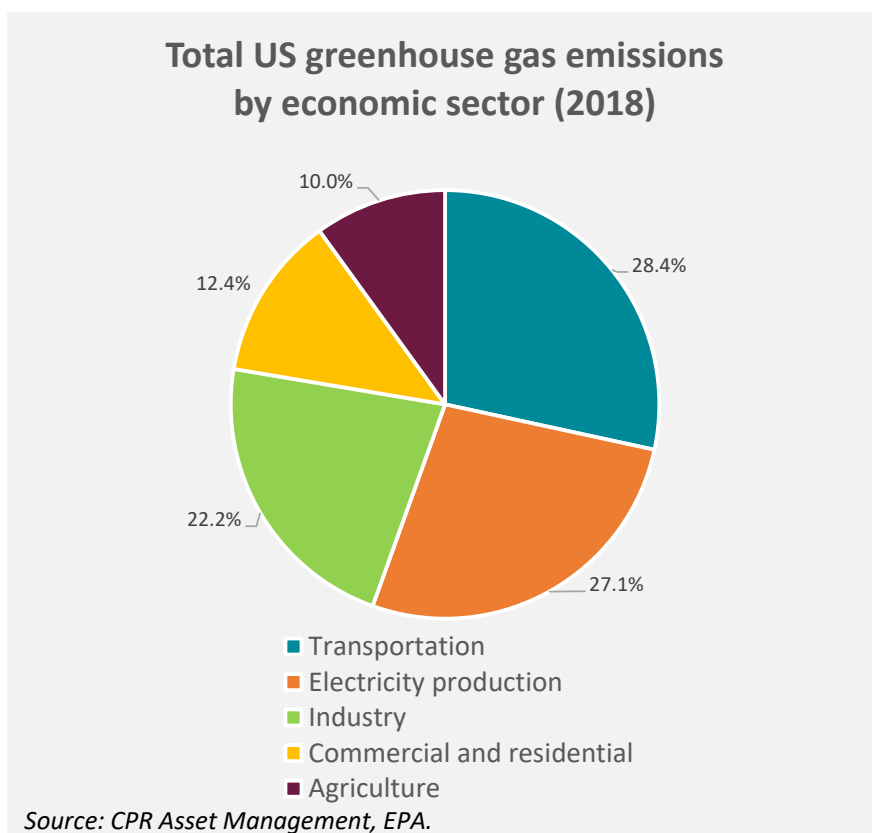
Les commentaires et analyses reflètent l'opinion de CPR AM sur les marchés et leur évolution, en fonction des informations connues à ce jour. Les informations contenues dans ce document n'ont aucune valeur contractuelle et n'engagent pas la responsabilité de CPR AM.

de l'érosion des sols. Ces tempêtes ont donné lieu à une forte dégradation des terres arables et à des récoltes catastrophiques (à l'époque, plus de 20% de la population active américaine travaillait dans l'agriculture), qui ont causé des déplacements de population importants.

Alors que les Etats-Unis se trouvaient dans le marasme de la Grande Dépression, l'administration de Franklin Roosevelt a conjugué relance économique et défense de l'environnement dans le cadre du New Deal (le taux de chômage était aux alentours de 24% en 1932). Dès sa prise de fonction en mars 1933, Franklin Roosevelt a institué le *Civilian Conservation Corps* (CCC), un programme public d'embauche de jeunes hommes sans emploi parfois appelé la « *Roosevelt's Tree Army* »<sup>5</sup>. Ces employés étaient chargés de planter des arbres (3 milliards au total sur les neuf ans d'existence du programme) et de développer les parcs nationaux (800 au total grâce à la création de sentiers et de refuges). Le fait de planter ces arbres a très vraisemblablement permis d'enrayer l'érosion des sols sur de vastes étendues : les ceintures d'arbres ont permis de réduire la vitesse des vents et de diminuer l'évaporation de l'humidité à la surface des sols. Près de 3 millions d'Américains ont pu participer au programme CCC. D'autres éléments du New Deal ont été dans le sens de la protection de l'environnement, comme le *Soil Conservation and Domestic Allotment Act* passé par le Congrès en 1935, une loi qui avait pour but « la protection des ressources terrestres contre l'érosion du sol ». Elle a établi le Soil Conservation Service, dont le rôle était d'élaborer des mesures préventives contre l'érosion des sols.

Il n'est pas incongru de faire un parallèle avec la période actuelle, où crise économique et crise environnementale se télescopent et dont la résolution peut être commune...

#### Annexe : la décomposition des émissions de gaz à effet de serre aux Etats-Unis



<sup>5</sup> L'une des grandes critiques au sujet de ce programme est que celui-ci était entaché de discrimination raciale. Les commentaires et analyses reflètent l'opinion de CPR AM sur les marchés et leur évolution, en fonction des informations connues à ce jour. Les informations contenues dans ce document n'ont aucune valeur contractuelle et n'engagent pas la responsabilité de CPR AM.

### Information :

Les commentaires et analyses reflètent l'opinion de CPR AM sur les marchés et leur évolution, en fonction des informations connues à ce jour. Les informations contenues dans ce document n'ont aucune valeur contractuelle et n'engagent pas la responsabilité de CPR AM. Elles sont basées sur des sources que nous considérons fiables, mais nous ne garantissons pas qu'elles soient exactes, complètes, valides ou à propos, et elles ne doivent pas être considérées comme telles à quelque fin que ce soit. Les informations contenues dans ce document n'ont aucune valeur contractuelle. Cette publication ne peut être reproduite, en totalité ou en partie, ou communiquée à des tiers sans l'autorisation préalable de CPR AM. Sous réserve du respect de ses obligations, CPR AM ne pourra être tenu responsable des conséquences financières ou de quelque nature que ce soit résultant de l'investissement. L'ensemble de la documentation réglementaire est disponible en français sur le site [www.cpram.fr](http://www.cpram.fr) ou sur simple demande au siège social de la société de gestion.

**CPR Asset Management**, Société anonyme au capital de 53 445 705 € - Société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF n° GP 01-056 - 90 boulevard Pasteur, 75015 Paris - France – 399 392 141 RCS Paris.

